# En finir avec le harcèlement de rue

Maya Mihindou
19 novembre 2014

---

Article paru dans le n°1 de la revue papier *Ballast*

*En 2012, le documentaire* Femme de la rue, *signé par l'étudiante flamande Sofie Peeters, révéla aux sociétés belge et française une violence jusqu'alors tassée sous silence pour bien des femmes. Le film donna à entendre les innombrables commentaires et tentatives de « séduction » qu'elle récoltait sur son passage, sans jamais rien faire d'autre que marcher, seule, dans la rue. La parole se libéra et alimenta massivement les réseaux sociaux et la presse de tout poil : une réalité quotidienne, jusqu'alors vécue comme une éreintante fatalité par la moitié de la population, était reconnue publiquement. Et nommée : on se mit à parler du harcèlement de rue. Revenons sur ce « phénomène de société », aux côtés de trois militantes : Irène Zeilinger, professeure d'auto-défense féministe en Belgique et auteure de l'essai* Non c'est non, *Fatima Benomar, membre du collectif les EfFrontées et activiste au Front de Gauche, et Valérie, instigatrice du* hashtag *#harcelementderue sur Twitter et auteure du blog Crêpe Georgette.*

---




« Hey, t’es jolie toi. Ça te dit pas de faire connaissance ? Tu pourrais répondre, espèce de sale pute. Tu t’es pris pour quoi ? T’es moche, de toute façon ! » La première fois, on répond calmement. On baisse les yeux. On négocie, on demande à continuer son chemin sans encombre. On tente courtoisement de mettre fin à une situation, d’emblée déséquilibrée, pour éviter toute escalade. On apprend à se taire — par habitude, par stratégie. Ne pas croiser le regard de l’interlocuteur. Ne rien alimenter par la parole ou par les gestes. De peur que cela puisse prendre plus de temps que prévu ou, pire, que cela dégénère. Mais arrive le jour où l’on jette un regard noir. Où l’on s’agace un peu — et il s'agace davantage. Et puis, à force, on ne se laisse plus faire : on répond en retour. Usant des mêmes mots, du même ton. Et tout le monde finit par trinquer : la moindre apostrophe dans la rue, même parée d’intentions plus légères et policées, est vécue comme une intrusion, une agression. Un sentiment ambivalent s’installe : quelque chose entre la peur — qu'il puisse en venir aux mains — et la colère de ne pas savoir comment répondre à la hauteur de ce que l’on nous impose. La peur, le malaise, insupportable même des heures plus tard, brouille tout : les « salope », « pute », les regards outrageants, les « T’es grosse », « Tu veux pas venir avec moi ? », « Tu suces ? », une main qui se glisse sous les vêtements aux heures d’affluence, un « Vous êtes ravissante, mademoiselle » qui précède un « Je te baiserais bien », un homme qui se frotte ou sort son sexe, « T’as un 06 ? », « Hey, faut sourire ! Tu veux aller boire un verre ? »... Il devient difficile de faire la différence. On voudrait prendre de la distance, en rire, s’en foutre, mais, accumulation oblige, cela devient impossible. On relativise tout de même : il y a toujours pire. Mais ces mots, ces phrases, macèrent à la manière d’un vinaigre trop vieux puis se muent en colère : un sentiment qui appartient peu au genre féminin, supposé « encaisser » pour se protéger sous peine de passer pour « hystérique ».

## Ce que la rue dit de nous

***« On voudrait prendre de la distance, en rire, s’en foutre, mais, accumulation oblige, cela devient impossible. »***

Elle est une loupe. Un zoom sur les injustices sociales présentes, de façon moins visibles et immédiates, à tous les échelons de la société. Ceux qui y dorment, sans-le-sou, le savent mieux que quiconque. La violence qui y règne n'est rien d'autre que celle que ladite société produit. Elle concerne tout le monde mais présente ses propres spécificités : les hommes y subissent davantage d'agressions physiques et sont moins touchés par les violences sexuelles, qui, elles, atteignent le plus souvent les femmes (ces dernières sont plus sujettes aux violences au sein de leur environnement familial et professionnel). La sociologue Irène Zeilinger a rappelé, dans son essai *Non c'est non*, que les auteurs de violences sont avant tout des hommes — une réalité peu reluisante qui, si elle n'autorise aucune essentialisation, aboutit à ce simple constat : les espaces publics étant occupés en grande partie par les hommes, ceux-ci s'avèrent d'abord, pour l'autre sexe, un lieu de passage et de traversée.

Le harcèlement à caractère sexiste *dans les espaces publics* est l'accumulation de sollicitations déplacées, émanant d'hommes de tout âge et de toute condition, seuls ou parfois en groupe. Ces attitudes répétées influent sur la circulation des femmes, déséquilibrent leur rapport à la rue, les transforment en chair à désir qui, au-delà du seul regard, se voient contraintes à être commentées, accostées, voire palpées, par ces messieurs. La philosophe Sandra Bartky décortique dans ses ouvrages le processus d'objectivation des femmes dans les sociétés masculines. Elle évoque l'auto-objectivation qui en découle, le corps se scindant de la personnalité par ceux qui « objectivent » (des thèses également reprises en psychologie sociale pour expliquer un certain nombre de troubles psychologiques inhérents au genre féminin : dépression, soucis alimentaires, dépréciation de soi...). « *C'est peut-être,* nous explique l'essayiste et militante Fatima Benomar, *l'oppression la plus vécue par les femmes. Et la plus invisible aux yeux des hommes. Les hommes peuvent être témoins des violences faites aux femmes en général, ils peuvent voir les inégalités salariales, voir la prostitution, mais ça, c'est un phénomène invisible pour eux. Il m'arrive de marcher à deux pas d'un mec, un type me susurre un truc à l'oreille et l'autre n'aura rien vu ni entendu. Les femmes se sont toutes retrouvées dans le film de Sofie Peeters, en se disant "Tiens, ce qu'elle vit, on le vit toutes, mais dans l'ombre". Toutes les sociétés se sont organisées sur cette séparation non-mixte... et on est en train de rattraper ça. Les hommes sont absolument chez eux dans l'espace public. D'ailleurs, ils s'y installent le plus souvent tandis que les femmes ont plus tendance à le traverser d'un point A à un point B, et négocient leur place implicitement.* »



En France, deux ans après le documentaire belge, l'émission Envoyé Spécial diffusa un reportage similaire, tourné dans les environs de Gare du Nord, à Paris, ainsi que dans la banlieue de Mantes-la-Jolie. Les femmes se mirent à témoigner massivement et à parler entre elles. Quantité d'hommes semblèrent abasourdis de découvrir l'ampleur d'un « phénomène » qu'ils pensaient exceptionnel ou exagéré. Une New-yorkaise, toujours en caméra cachée, remua également la toile : marchant dix heures dans les rues de sa ville et se faisant accoster près de cent fois. Valérie nous raconte : « *J'ai lancé le* hashtag *#harcelementderue car nous sommes limités en caractères sur Twitter, sinon j'aurais lancé #harcelementdanslespacespublics, qui me semble beaucoup plus proche de ce que je voulais dénoncer. Je ne pense pas que la rue soit l'espace le plus visible de la domination masculine : la plupart des gens ont tellement intériorisés l'idée que la rue appartient de fait aux hommes que cela devient un non-dit absolu. La question de l'espace public comme masculin et dominé par eux devient une simple question de bon sens et de logique, voire de loi naturelle. Lorsqu'on évoque, par exemple, que les métros parisiens sont, le soir, utilisés quasi exclusivement par des hommes, on ramène cela à une question de bon sens, comme s'il était normal qu'une femme ait peur de prendre le métro ! Très souvent, lorsqu'une autre est agressée dans l'espace public, on lui demande ce qu'elle y faisait... comme si cela n'était pas tout à fait sa place. Lorsqu'on relate le nombre d'agressions sexuelles et d'harcèlements dont une femme peut être victime dans la rue; il y a un clair déni de réalité et une ignorance volontaire. Ce qui pose problème dans le harcèlement est aussi qu'il s'agit d'un phénomène de répétition. Chacun de ces hommes n'a sans doute aucune conscience qu'il est peut-être le dixième de la journée à faire une remarque à cette femme. Enfin, l'interpellation des femmes dans l'espace public a longtemps été vue, et l'est encore, comme quelque chose de positif et valorisant pour les femmes. Il faudra donc du temps et un important travail d'analyse pour arriver à détricoter le phénomène.* »

***« Il n'y a que Causeur pour estimer que celles qui s'en offusquent***

***aspirent à la mise à mort de la galanterie. »***

Des chiffres tournent, bien que peu d'études approfondies existent sur le sujet : ceux de l'INSEE, datant de 2007, prétendent que 25 % des femmes âgées de 18 à 29 ans ont peur dans la rue et que 10 % d'entre elles subissent des baisers ou des caresses qu'elles ne désirent pas. L'association américaine Stop street harassment avait réalisé, la même année, des statistiques établissant que 99 % des interrogées confiaient avoir subi des formes de harcèlement de rue — notamment des commentaires sexistes (87 %) et sifflements ou coups de klaxons (95 %). En 2014, une large enquête a été menée par cette même association : 23 % ont dit avoir subi des attouchements, 20 % ont été suivies par des inconnus et 9 % ont été contraintes à des faveurs sexuelles. Récemment, Osez le Féminisme ! a publié une enquête révélant que 94 % des femmes répondent avoir subi des comportements sexistes dans les transports en commun. Il n'y a véritablement que le mensuel *Causeur* pour estimer que celles qui s'en offusquent, et se donnent les moyens d'agir, aspirent à la « *contractualisation du désir* » et à « *la possible mise à mort de la galanterie*((N. Routier, « Ce néo-féminisme qui ne veut plus des hommes », Causeur, 8 mai 2014.)) ».

## Le harcèlement « patriarcal »

*Séduire*, dit-on. Tout le monde aime s'adonner à ces jeux. Bien sûr. Mais ce n'est pas de cela dont il est question ici. Confondre le harcèlement et la séduction rappelle une histoire, des plus symptomatiques, qui se déroula en 2011. L'année où toute la scène médiatique et politique hexagonale se mit à confondre, lors de ce que l'on appela « l'affaire DSK », « désir », « drague », « libertinage » avec « harcèlement sexuel », « agression » ou « viol », transformant l'agresseur potentiel en « victime » et la violée présumée en « tentatrice »... « *Il n'y a pas mort d'homme* », avait déclaré, on s'en souvient, l'ancien ministre Jack Lang. Ainsi que l'a rappelé l'essayiste Christine Delphy dans son ouvrage *Troussage de domestique*, nombreux furent ceux qui opposèrent la séduction gauloise au puritanisme américain dans le cadre d'une fellation forcée et d'un homme ayant la pudique réputation de se montrer « déplacé » avec la gent féminine. Sinistre vaudeville aux trois personnages emblématiques : Dominique Strauss-Kahn, l'homme « piégé » par ses « pulsions » ; Nafissatou Dialo, la « manipulatrice », femme noire immigrée au passé (forcément) douteux, trop peu attrayante pour se faire violer ; Anne Sainclair, l'épouse bourgeoise modèle, intègre et loyale à se taire, capable de soutenir avec panache son mari en pleine tempête. L'affaire mettait à jour, s'il en était besoin, l'imperturbable domination masculine via la solidarité sans faille de la caste dirigeante et de ses agents : éditorialistes, écrivains et faiseurs

d'opinions en tous genres, droite et gauche confondues. Tout ce beau linge fit, par glissements sémantiques et autres « dérapages » spontanés, du directeur général du Fonds monétaire international, alors candidat présidentiable, un homme de pouvoir aux instincts passifs piégé par une victime naturellement... active. Une victime active ! L'historienne Natacha Henry ne manqua pas de développer : « *Leur grande alliée, c'est la "pulsion". La théorie de la pulsion justifie ceci : le corps masculin a le droit biologique de perdre tous ses repères humains, démocratiques, courtois. Tant pis si la vie d'une femme est en jeu, la "pulsion" vient au secours du crime.* »



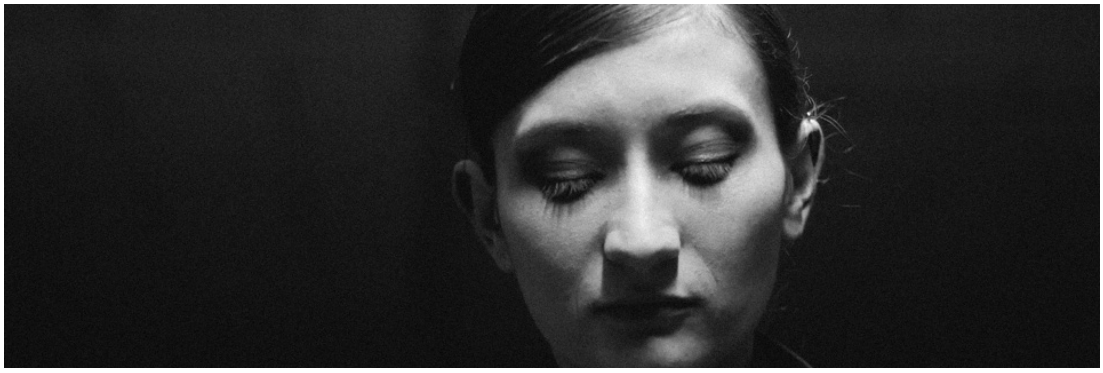
Harcèlement de rue, harcèlement sexuel et viol sont trois points d'une même dynamique qui, si l'on ne peut en confondre les degrés de gravité, nécessite de reconnaître sa même impulsion de départ : un sentiment de pouvoir qui annule le consentement de la personne que l'on désire pour soi. D'où viendrait-il donc, ce pouvoir, qui dès l'enfance apprend aux filles à se faire discrètes, à être belles, et aux petits garçons à ne pas pleurer et ne pas se laisser faire ? Aux naturalistes, biologistes, anthropologues, scientifiques et féministes de s'écharper sur la question platonicienne de la nature et de la culture... Les rues de France se sont gonflées des partisans de la Manif pour tous, qui crient au complot castrateur lorsqu'on leur parle d'un sexe social construit dès l'enfance et moulé dans des sociétés au patriarcat infiltré et millénaire (sexe social qui ne nie pas le sexe biologique et ses possibles implications, mais permet de mieux décrypter les rapports entre physiologie et attendus de la société). La peur d'un tel *scoop* obligea certains à retirer leurs enfants de l'école en guise de protestation, de crainte qu'on leur impose de répudier les « natures » roses et bleues des unes et des autres...

***« Harcèlement de rue, harcèlement sexuel et viol sont trois points d'une même dynamique qui, si l'on ne peut en confondre les degrés de gravité, nécessite de reconnaître sa même impulsion de départ. »***

Mais reprenons un mot-clé croisé un peu plus haut : le consentement. Voici le point de quiproquo débattu et si peu compris par les « harceleurs » tout autant que les commentateurs de l'affaire DSK. Un animateur de NRJ, Guillaume Pley, se fit connaître en publiant sur Internet une vidéo – visionnée plusieurs millions de fois – où on le voyait embrasser, sans leur approbation, des filles croisées dans la rue : « *Truc de ouf* », fanfaronnait-il, fier de sa « *technique* ». Dans le documentaire produit par Envoyé Spécial, certains hommes justifiaient leur acharnement à accoster toutes les personnes de sexe féminin par une trop grande frustration. L'essayiste Alain Soral assure même, dans un sordide ouvrage((Alain Soral, dans *Sociologie du dragueur* : « *Le dragueur passe donc ses journées à marcher dans la rue et ce pour deux raisons bien simples : parce que la rue est le plus grand réservoir à femmes ; parce que la marche à pied est le moyen le plus rationnel de côtoyer dans la rue le maximum de femmes. Que leur veut-il ? [...] Le dragueur n'a rien à dire aux filles, leur compagnie amicale ne l'intéresse pas, il se fout encore plus de ce qu'elles peuvent avoir à raconter. Le dragueur ne cherche qu'une chose, profonde, radicale : l'intimité. C'est-à-dire les baiser.* »)) qui explique comment mettre des femmes à la chaîne et « *à sec* » dans son lit en aiguisant la drague de rue (*Sociologie du dragueur*, 1996), que la femme ne peut, par essence, trancher entre le *oui* et le *non* et que le véritable harcèlement sexuel serait celui que l'on impose aux hommes par l'omniprésence, dans l'espace public, de publicités de « femmes-objets » sensuelles et dénudées – nourrissant ainsi la frustration qui, toujours d'après Soral, conduirait certains hommes contraints à une pression libidinale telle qu'ils pourraient, par faiblesse, inattention et sexe triste, franchir le pas du viol. Et au journaliste Éric Zemmour d'accuser, dans les pages du *Premier sexe* comme de son *Suicide français*, la « féminisation de la société » d'être grandement responsable de ses maux. On atterrit curieusement sur cette même conclusion : la victime n'est, finalement, pas celle que l'on croit – et l'idée qu'elle l'aurait de toute façon bien cherché, elle qui feint d'ignorer le caractère « conquérant » de l'homme, n'est jamais bien loin.

Cette pensée d'emblématiques masculinistes((« *Le masculinisme est l'ensemble des idées qui défendent la position dominante des hommes dans la société et les privilèges qui y sont associés. Il combat toute idée d'égalité entre les hommes et les femmes* », Patric Jean.)) est loin d'être isolée, même dans une société prétendument à la pointe des questions d'égalité. Pour encercler ces idées, certaines féministes usent du terme, né aux États-unis, de *culture du viol*. Une formule difficile à cerner au prime abord et souvent mal comprise, mais qui pose des questions cruciales : si tout le monde s'accorde à dire que le viol est infect et condamnable, la société envoie comme message aux femmes de se débrouiller pour ne pas se faire violer, et non aux hommes de ne pas violer. Sans parler du fait que bien des éléments qui façonnent notre vision du

monde, de la sexualité « impure » des femmes – qui sont la principale inspiration de nos insultes et de nos crachats – à la fabrique du corps-objet, jusqu'aux dédramatisations de diverses affaires de viol (voir l'affaire Polanski) alimentent la culture du viol. La honte du corps demeure du côté du sexe féminin et empêche encore massivement les victimes d'agressions sexuelles de porter plainte et de parler.



Le harcèlement, comme le viol, concerne potentiellement toutes les femmes, correspondant ou non aux canons de beauté bien souvent relayés, effroyable ironie, par la presse soi-disant féminine((On pourra s'étonner de voir certains titres, de *Grazzia* à *Biba*, s'offusquer soudainement – *buzz* oblige – du harcèlement de rue et de l'objectivation du corps féminin entre douze pages de publicité de jeunes femmes conformes aux attentes de l'imaginaire marchand.)) : les trop jolies, trop laides, trop grosses, trop aguicheuses, trop méprisantes, et surtout jamais assez consentantes. Le harcèlement sexiste entretient l'idée que ce qui s'apparente au genre féminin est à disposition de tous, donc des hommes. On attend des femmes qu'elles s'adaptent passivement à cette réalité et organisent leur circulation dans l'espace de la cité((« *Il est important d'utiliser le terme de "cité"*, estime F. Benomar, *car cela ré-ancre la ville dans un espace politique*. »)) à partir de la peur de l'agression potentielle. Et c'est à elles d'agir en fonction de ce diktat : s'habiller pour ne pas trop plaire, circuler à certaines heures, éviter d'être seules pour ne pas finir mal accompagnées, etc. Voici les « solutions » proposées, et les guillemets s'imposent, pour éviter d'être harcelée, agressée ou violée.

> ***« On attend des femmes qu'elles s'adaptent passivement à cette réalité et organisent leur circulation dans l'espace de la cité. »***

Fatima Benomar, auteure de *Féminisme : la révolution inachevée !*, tient à nous mettre en garde contre le recours trop fréquent à la « nature masculine » pour expliquer, sinon

légitimer, les rapports de sujétion ou de pouvoir : « *Il est très important d'affirmer qu'il n'y a rien d'hormonal dans la domination masculine – autrement, on pourra toujours tout justifier par les déterminismes biologiques. Les hommes auraient une sexualité irrépressible et incontrôlable, donc ce serait aux femmes de s'adapter à cette réalité. Il y aura des femmes dans le système prostituteur pour que les hommes aient toujours au moins le pouvoir d'avoir accès aux femmes. Cela devient normal pour les hommes, puisque c'est le fruit d'une éducation qui commence très jeune.*

*Un exemple très parlant, au Burkina Faso : les mères allaitent souvent leur petit, mais ne réagissent pas toujours de la même manière aux pleurs. Quand on leur pose la question, elles donnent une réponse biologique pour les garçons et sociologique pour les filles, en expliquant que les garçons qu'on laisse pleurer deviennent rouges ou piquent des crises qui pourraient leur être fatales – il faut donc les satisfaire tout de suite. Pour les filles, elles expliquent que, puisqu'elles seront frustrées toute leur vie, autant vite leur apprendre la frustration... On fabrique nous-mêmes, un peu partout, deux races. Certaines périodes du mois, il y a des filles qui, hormonalement, peuvent devenir particulièrement "chaudes" ou nerveuses ; ce n'est pas pour autant qu'elles vont aller vers la violence et la transgression au point de forcer le libre-arbitre d'autres personnes. Si les hommes justifient, en Égypte, de se mettre à vingt sur une fille sans pouvoir s'en empêcher du fait de leurs hormones, il faudrait comprendre pourquoi en Suède, un pays plus féministe que la France, les hommes se tiennent davantage dans l'espace public et que, pour la plupart d'entre eux, il ne leur viendrait pas à l'idée d'harceler une femme, alors que l'on parle de la même espèce humaine ! C'est donc bien une question d'idéologie et non de biologie*. »

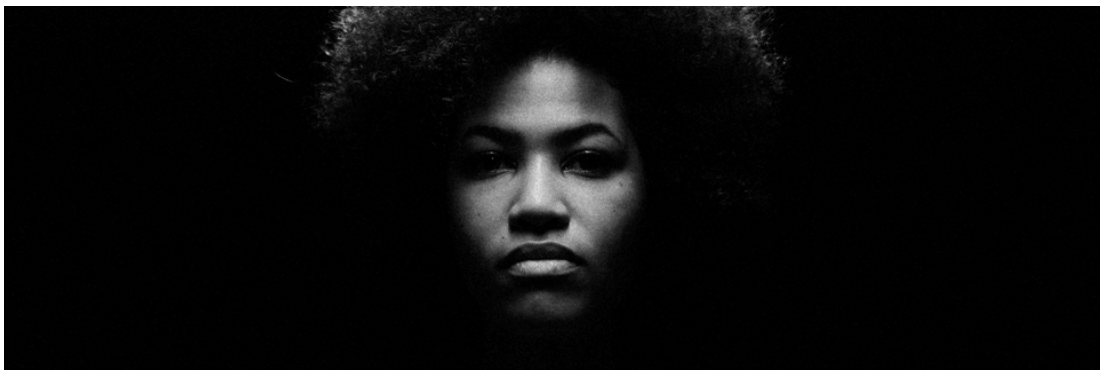
## Projets, actions et autodéfense

> ***« Les moyens de défense et les stratégies qui fonctionnent pour lutter et sortir de cet engrenage ont été tus. »***

Irène Zeilinger, sociologue, formatrice en auto-défense depuis vingt-et-un ans en Belgique et fondatrice de l'association Garance, a estimé que le tapage médiatique autour du film de Peeters n'a montré que l'aspect victimaire et fataliste du phénomène. En se focalisant uniquement sur les études statistiques, les chiffres et les différentes formes de violences faites aux femmes, les moyens de défense, de protection et les stratégies qui fonctionnent pour lutter et sortir de cet engrenage sans fin ont été tus – des solutions qu'elle prodigue justement lors de stages. Elle nous confie : « Femme de la rue *a créé une attention sur cette question, dont nous avons indirectement bénéficié.*

*Mais le film n'a pas parlé de la possibilité de résister au harcèlement de rue. Au contraire. Cette question continue d'être discutée, dans les médias* mainstream, *comme si c'était une fatalité : les femmes ne pourraient qu'attendre que les hommes changent. Je trouve important de ne pas diviser les différentes formes de violence envers les femmes et de ne pas développer un cours "anti-drague lourde", un autre contre le harcèlement au travail, un troisième contre les violences conjugales, etc. Toutes ces formes de violence sont liées entre elles, elles ont les mêmes sources et le même objectif : la soumission sociale des femmes. Il faut les attaquer ensemble, et avec les mêmes stratégies.* »

Dans son manuel d'auto-défense paru en 2008 (aux éditions Zones et en téléchargement libre), Zeilinger se donnait pour objectif d'expliquer, de manière didactique et accessible à toutes, comment faire face. Comment préparer son mental. Comprendre les mécanismes de la violence. Cerner ses limites. Comment affronter toutes sortes de situations de pression psychologique, verbale ou physique. Quel est son point de départ ? Il faut abattre l'idée que les femmes, formées à porter « *en toutes circonstances la responsabilité du maintien de l'harmonie émotionnelle entre les gens* », seraient vouées à être « victimes » des rapports de force. Celles-ci doivent apprendre à exprimer clairement le refus, mais aussi, si une situation d'agression le nécessite, à pratiquer l'autodéfense mentale et physique. Le « sexe faible » manque cruellement de modèles combatifs pour asseoir la confiance en ses propres capacités : on ne lui a pas appris à réagir ou se rebeller, mais à se taire et se conformer aux pulsions masculines.



« *C'est très important,* poursuit Irène Zeilinger, *d'avoir des modèles positifs pour pouvoir se construire une identité autonome, moins formatée par les attentes stéréotypées de notre société. J'ai beaucoup d'admiration pour le Tahrir Bodyguard, un mouvement féministe en Égypte qui veut permettre aux femmes de participer à la contestation politique sans être violées. Des femmes et des hommes s'organisent et défendent les femmes en risquant leur propre sécurité. J'aime bien aussi le Gulabi Gang en Inde, aussi*

*connu comme “les saris roses”, Medica Mondiale, Women on Waves... La liste est longue. Et là, on ne parle que de collectifs, mais pas de toutes ces femmes individuelles qui résistent dans leur quotidien. Comme il y a tellement d’exemples de femmes insoumises dans l’Histoire, mais qui restent mal connues, j’ai lancé une série mensuelle sur notre site sous le nom “Femmes rebelles”. Chaque mois, on présente une femme qui ne s’est pas laissée faire, souvent face à des gens bien plus puissants qu’elle.* »

> ***« Il me semble difficile – et peut-être contre-productif – d’instaurer une énième loi qui ne sera jamais appliquée. »***

Et *quid* des très controversées Femen ? Si elles incarnent, pour Valérie, un féminisme « *essentialiste, grossophobe et raciste* », elles symbolisent aux yeux de Fatima Bénomar, la « *culture de l’*empowerment *à l’américaine* » – autrement dit, de l’autonomisation et du *pouvoir-faire*. « *Quand tu es militante,* poursuit-elle*, que tu suis de près la situation des femmes dans le monde, tu te dis que finalement la montagne est bien trop haute. Il y a peu de conquêtes positives dans la lutte. Elles mettent en scène un optimisme, un certain volontarisme et s’approprient la rue. C’est intéressant, quoi qu’on pense de leur discours. Elles montrent une image solidaire, on sent qu’il faudrait se mettre à plusieurs pour les défoncer. De toute façon, quand on est capable d’aller sur la place du Vatican à Rome pour y défier les autorités religieuses, on peut dire que leur mode d’autodéfense se tient*. »

Internet est désormais une plate-forme de dialogue primordiale pour les mouvements de lutte féministes. Il a démontré combien il est possible de générer une solidarité et des échanges, pour le pire et le meilleur, sur des sujets de prime abord trop « légers » ou trop « sociétaux », donc indignes de mériter un « vrai » débat politique en plateaux et unes de quotidiens de référence. Même si les considérations liées à la banalité du sexisme et les solutions à concevoir se chuchotent aux sommets de l’État, des initiatives concrètes s’organisent ou s’accordent ailleurs afin de faire changer les mentalités. La parole se déploie, la parole propose, et l’intérêt semble sincère car il profiterait à tous. Le site Hollaback recense nombre de récits provenant de femmes d’horizons les plus divers et délivre des conseils pragmatiques pour se sortir de situations inconfortables (comment faire diversion, ou se défendre ? comment, en tant que témoin, aider une personne que l’on voit dans une situation d’escalade possible de violence ?, etc.). Le site Paye ta shnek rassemble nombre de saillies de harceleurs. Le collectif Stop au harcèlement de rue cherche à mettre en place des « *zones sans relous* » et sensibilise avec pédagogie, notamment par des *happenings* de rue. Des hommes aussi, peu, mais solidaires de ces questionnements et conscients que tordre le cou aux inégalités

profondes ne peut se faire sans travailler ensemble à une société plus juste, participent à abattre les stéréotypes – à l'instar du Projet Crocodiles porté par Thomas Mathieu, qui met en scène, sous forme de bandes dessinées, des anecdotes de harcèlement dans les espaces publics et dans le cadre privé, tirées d'histoires réelles. D'autres, acteurs de l'éducation, font du travail de sensibilisation et de dialogue directement à l'école.

> ***« Des sujets de prime abord trop « légers » ou trop « sociétaux », donc indignes de mériter un « vrai » débat politique. »***

La ville de Bruxelles a tenu à répondre à ce problème par la loi : les hommes aux comportements infamants sont, depuis 2012, passibles d'amendes allant de 75 à 250 euros. Une solution que Fatima Benomar observe d'un œil circonspect : « *Punir les harceleurs de rue risque d'avoir les mêmes conséquences que les mesures prises contre le viol : on se retrouvera des années après la loi avec 2 % de violeurs punis. Comment faire, en plus, la démonstration du harcèlement de rue ?* » Plusieurs féministes, à l'instar de Valérie, estiment qu'il y avait, à plus grande échelle, « *une mesure et une seule a prendre : les ABCD de l'égalité. Si l'on apprend au plus tôt aux enfants que filles et garçons sont égaux, qu'une fille n'est pas la pour décorer l'espace public, alors le harcèlement de rue disparaîtra de lui-même. Il me semble difficile – et peut-être contre-productif – d'instaurer une énième loi qui ne sera jamais appliquée. On sait que les comportements sexistes naissent très tôt ; des la naissance on constate que les parents agissent différemment lorsqu' ils ont une fille ou un garçon. On a par exemple étudié l'exploitation de l'espace dans les écoles : dès la maternelle, les garçons occupent la majorité de cet espace et en laissent une toute petite portion aux filles. Seule l'éducation peut à mon sens limiter la misogynie et donc le harcèlement.* »



## Des petits soucis de bourgeoises blanches ?

Une fois la parole ouverte, une fois le brouhaha médiatique évaporé, une question demeurait en suspend. À tel point que chacun tournait autour, sur la pointe des pieds, sans oser vraiment y toucher et, plus encore, y répondre. Il faut dire que l'extrême droite française – les organisations identitaires en tête – fut fort aise du choix des deux réalisatrices de filmer leurs déambulations dans des quartiers populaires et à forte composante immigrée. Sofie Peeters eut à répondre à de nombreuses accusations de racisme et *Libération* résuma le malaise, vivace et récurrent, en quelques lignes : « *Le succès de la dénonciation du harcèlement de rue ne serait-il que l'expression d'un malaise de classe, raciste ? Pour l'écrire crûment, la petite bourgeoise blanche qui en a marre de la racaille rebeu ?* » Même son de cloche dans les colonnes de Vice, à propos du collectif Stop au harcèlement de rue : « *Leur mot d'ordre pourrait être :* "On aimerait bien rentrer de boîte tranquille, loin de la racaille*." Et si, sans le vouloir, ces progressistes avaient créé les revendications les plus bourges et réacs de 2014 ?* » Le marxiste irlandais Richard Seymour déclara que le court-métrage *Majorité opprimée*, qui inversait les rôles et connut un franc succès sur la toile, était révélateur en ce qu'il promouvait « *préjugés de classe* » et « *racisme* ». Enfin, la tribune radiophonique de Noémie de Lattre, « Cons des rues », qui raillait en direct de France Inter l'accent des « banlieusards », souleva des débats aux allures de tollé.

Féminisme bourgeois, entendait-on ici.
Féminisme anti-immigrés et/ou islamophobe, entendait-on là.
Tentons d'y voir plus clair.

> ***« Pourquoi faudrait-il, une nouvelle fois, instrumentaliser (ou laisser l'être) la lutte féministe à des fins racistes ? »***

Toutes les femmes, redisons-le, sont concernées par le phénomène du harcèlement, quelles que soient leurs origines et leur classe sociale. Les « harceleurs » sont tout aussi diversifiés : une femme blanche, une « femme de couleur », aisée ou précarisée, n'aura pas le même témoignage,  la même approche des espaces publics. À l'arrivée, les plus touchées sont, d'après les chiffres de l'INSEE, les femmes immigrées. Alors pourquoi faudrait-il, une nouvelle fois, faire se confronter des questions éminemment féministes à la xénophobie assurément réelle et ambiante ? Pourquoi faudrait-il, une nouvelle fois, instrumentaliser (ou laisser l'être) la lutte féministe à des fins racistes (nul n'a oublié le matraquage politico-médiatique autour des femmes afghanes à libérer du joug de leurs époux... à grands renforts de bombardements cela

s'entend) ? Le climat français et mondial ne permet plus d'aborder avec clarté, subtilité et nuances ces questions : le débat et l'époque sont explosifs et amalgament les conflits d'un continent à l'autre, générant des exclusions et une division dangereuse de la communauté nationale. Très vite, tout se mélange. Se brouille. Se récupère. Et empêche d'avancer. S'il se dit, en effet, et le plus souvent en privé, qu'une part non négligeable des harceleurs urbains sont de jeunes immigrés et/ou Français dont les parents sont issus de l'ancien empire colonial, rien n'autorise à faire tomber cette réalité autour de la ligne de démarcation raciale et excluante que creusent, en France, les formations nationalistes (il n'existe aucune étude statistique sur le sujet, mais Peeters hasarde, quant au profil des harceleurs, 95 % d'« *allochtones* »). Autrement dit : une population sous-prolétarisée, en proie au désœuvrement social et au chômage de masse, marginalisée et en porte-à-faux d'un point de vue identitaire et parfois religieux, qui se retrouve à tuer le temps dans les rues où circulent des femmes qu'elle ne parvient à séduire sans recourir à cette violence qu'elle connaît, subit et inflige en retour.



Pour Valérie, « *chacun emprunte l'espace public, qu'il soit riche ou pauvre, issu ou non de l'immigration. Les transports en commun de grandes villes où quasi toutes les couches de la société se côtoient est un bon exemple servant à démontrer que le harcèlement est le fait de toutes les classes sociales. Pour autant, en effet, la dénonciation du harcèlement dans l'espace public peut être utilisée – et l'a d'ailleurs été – à des fins racistes. Ce n'est du reste pas la première fois. Le viol l'a également été et l'est encore. L'invention du mot "tournante" pour qualifier un viol collectif tendait déjà à démontrer que le sexisme des gens issus des quartiers populaires n'était pas tout à fait le même que celui des autres classes sociales et qu'il était de nature différente. De la même façon, certains crimes violents, comme le fait de tuer son épouse ou sa petite amie par exemple, sont relatés de manière tout à fait différente selon les origines du coupable. Dans beaucoup de cas où le coupable est vu comme un "Français de souche", on parlera d'un crime passionnel ou d'un coup de folie. Dans le cas où l'assassin est, par*

*exemple, immigré maghrébin, on ne manquera pas de faire un lien immédiat entre sa culture supposée et son crime et l'on évoquera par exemple le fameux "crime d'honneur". Le féminisme doit donc systématiquement rappeler qu'il n'y a pas de lien entre classe sociale et sexisme ou origine et sexisme ; toutes les classes sociales sont également concernées par le sexisme*. »

> ***« Le patriarcat d'une culture « extérieure » peut fort bien s'enlacer au patriarcat « de souche » : Alain Soral incarne parfaitement cette jonction. »***

L'erreur, que beaucoup commettent et commettront, est de réduire tous les hommes que l'on dit appartenir aux « minorités » (ainsi que toute la « communauté » qu'ils représenteraient supposément) à leur seul patriarcat culturel, alors qu'il n'y a, à l'évidence, pas besoin de venir d'ailleurs pour engraisser le sexisme – Dominique Strauss-Khan et les sifflements lancés par les élus de l'Assemblée nationale à Cécile Duflot, parce qu'elle revêtait une robe, sont là pour nous le rappeler. L'immigration ne peut expliquer un phénomène qui n'est, du reste, que la partie émergée d'une logique de domination bien plus profonde – les chiffres de Stop street harassment en attestent : à Tokyo, 64 % des femmes déclarent avoir été harcelées ; 79 % en Chine ; 85 % en Pologne ; 40 % au Chili ; 99 % en Croatie, etc. En outre, le patriarcat d'une culture « extérieure » peut fort bien s'enlacer au patriarcat « de souche » : Alain Soral, cité plus tôt, incarne parfaitement cette jonction avec son mouvement Égalité et Réconciliation, en créant, pour « lutter contre le système », des passerelles entre des militants chrétiens nationalistes et une frange de la jeunesse politisée des quartiers populaires (au nom de ce qu'il appelle un « *front de la foi* »).

Ayant pour sa part émigré pour ses études, Fatima Benomar ajoute : « *Je ne suis ni bourgeoise, ni blanche, et le harcèlement m'embête tout autant. Il y a toute une immigration économique, venue en France pour être exploitée, mais cette immigration est venue en emmenant aussi une organisation sociale, et quand on met dans des quartiers beaucoup de gens issus de pays où la présence des femmes n'est pas tolérée dans l'espace public, on voit naître des espaces plus masculins – simplement parce que les gens répètent spontanément des fonctionnements de leur culture d'origine, répètent un système social patriarcal qu'ils ne remettent pas en cause. Ce qui fait une addition de choses, ayant pour conséquence que, dans certains quartiers, au regard de l'immigration présente, le territoire est appréhendé différemment lorsqu'on est une femme et lorsqu'on est un homme. Il faut absolument ne pas nier cela, ou l'enfermer dans une affaire de race.* »



Comment, en tant que femme (donc, n'en déplaise à la gauche virile, en tant que « *proie et servante de la volupté collective* », comme l'écrivit Marx en 1844), parler du harcèlement sans avoir à subir l'accusation de « *féminisme bourgeois* », notamment formulée par une tribune de Rue89 ? C'est-à-dire de militer pour le droit des femmes en foulant aux pieds, en libéral.e bon teint, la question sociale et en reléguant le combat de classes à l'arrière-plan. Comment en parler sans avoir à subir l'accusation de « racisme » ? Plutôt que de tergiverser de crainte de ravir ses adversaires politiques, Fatima Benomar estime qu'une vérité, aussi incommodante soit-elle, vaut toujours mieux qu'une langue de bois qui recule pour mieux sauter, *in fine*, dans les bras de ceux que l'on combat. Il s'agit, pour elle, d'évoquer le plus frontalement possible ces sujets et de ne jamais faire de la question des femmes, fût-ce pour des mobiles a priori légitimes et bienveillants, un point de négociation, un lieu de concession et de cote mal taillée afin d'éviter, selon la formule consacrée, de *faire le jeu,* etc.

> ***« Comme l'écrivit Marx en 1844 : la femme en tant que « proie et servante de la volupté collective ». »***

C'est ainsi qu'elle déclare, confirmant l'idée avancée par Angela Davis d'un « *procédé féministe* » qui permet d'articuler les luttes ensemble : « *La grande arnaque patriarcale, c'est qu'on a fait des femmes le point de compromis entre les minorités religieuses et les mouvements de gauche. En Amérique latine, pour réconcilier la gauche avec les catholiques, on a tiré un trait sur le droit à l'avortement. En France, quand il y a eu l'attaque, par les militants chrétiens, contre les ABCD de l'égalité, on a vu le gouvernement de gauche, Benoit Hamon et le ministre de l'Éducation nationale tirer un trait dessus. Comme les féministes sont plutôt en empathie avec les autres luttes, notamment les discriminations racistes, elles auront tendance à se dire solidaire avec "l'immigré" et s'écraseront là-dessus. Il ne faut pas entrer dans cette espèce de concurrence des causes et être bien au clair intellectuellement avec ses idées. Il faut*

*expliquer qu'on ne tolérera pas de revenir sur des luttes si difficilement acquises en France pour les femmes dans l'espace public, pour la raison qu'il ne faudrait pas discriminer d'autres minorités. Pour s'en sortir, il faut faire de l'éducation populaire, créer des coopérations avec des associations des quartiers, des associations antiracistes afin de coopérer et ne plus être, éternellement, les dindes de la farce. On peut marcher sur une même voie si on n'oppose pas les luttes. Tous les terrains qu'on abandonne, comme la laïcité, sont récupérés comme des vautours par la droite. Ce n'est pas une bonne stratégie de les déserter : il faut les occuper, les défendre.* »

*

Non concernés directement, les hommes n'ont pas la nécessité vitale de penser le patriarcat comme un système maintenu en place auquel nous contribuons tous plus ou moins consciemment. Mais, assurément, il manque d'hommes pro-féministes.

---

Merci à Dwam Ipomée pour les photographies illustrant cet article.
Le dessin d'introduction est de Thomas Mathieu.

---